

Le budget—M. de Corneille

Les coûts n'existent pas pour eux. Ils imprimeraient de l'argent jusqu'à ce que notre dollar ne vaille plus que 50 cents et que nous soyons aux prises avec des problèmes d'inflation comme ceux du Brésil ou du Mexique. On n'a pas confiance dans un pays qui accumule déficits sur déficits. Et que se passe-t-il ensuite? On laisse les taux d'intérêt grimper pour soutenir la devise ou attirer les capitaux dont on a besoin ou on est forcé d'imprimer plus d'argent. Voilà la solution. Si on imprime plus d'argent, le reste du monde dira que le dollar canadien ne vaut plus 78c. mais bien 50c. américains seulement. Qu'est-il arrivé au Mexique et au Brésil lorsqu'ils ont commencé à imprimer de l'argent sans être en mesure d'absorber le coût de leurs services? L'inflation y est montée en flèche. Le Canada ne veut pas être un pays comme cela. Les Canadiens vont ré-élire notre gouvernement parce qu'ils savent que nous sommes les seuls à pouvoir administrer sainement le pays.

[Français]

La présidente suppléante (Mme Champagne): La période réservée aux questions et commentaires est maintenant terminée. Reprise du débat. La parole est au député d'Eglinton—Lawrence (M. de Corneille).

[Traduction]

M. Roland de Corneille (Eglinton—Lawrence): Madame la Présidente, on nous demande aujourd'hui de débattre une résolution voulant que la Chambre approuve la politique budgétaire globale du gouvernement. C'est là quelque chose que je ne saurais faire. Je ne peux certes pas approuver le budget du présent gouvernement. Nous ne pouvons pas approuver ce budget parce que le Canada est aux prises avec de graves problèmes dont beaucoup sont fondamentaux et systémiques et que le gouvernement ne prévoit rien dans son budget pour y remédier. Permettez-moi de vous en donner un aperçu.

D'abord, la pauvreté est pire au Canada qu'elle ne l'était avant la récession de 1981. Les Canadiens sont frappés de nouveaux et lourds impôts. Depuis que les conservateurs ont pris le pouvoir, en 1984, ils ont imposé des impôts régressifs et dissimulés sous la forme de taxes de vente permanentes. D'énormes déficits annuels ont aggravé la dette publique. Les conservateurs ont beau prétendre s'inquiéter grandement du déficit, notre dette publique est montée en flèche. Les revenus réels des Canadiens moyens ont chuté. Les gains réels après inflation que touchent les Canadiens ont diminué depuis l'avènement du gouvernement qui, pourtant, dans son budget, n'a traité d'aucun de ces problèmes. Il n'en a pas parlé lors du débat.

Ce n'est pas là mon avis personnel, en tant que particulier ou même critique de l'opposition officielle, le parti libéral, dont je me fais aujourd'hui le porte-parole, mais bien l'avis de ceux qui travaillent dans les milieux financiers. Cet avis, nous l'avons entendu à la télévision et à la radio le soir de la présentation du budget qu'on a qualifié d'inutile. Non seulement les médias ont été de cet avis, mais les chefs de file dans les milieux d'affaires ont déclaré à propos du budget qu'il ne servirait à rien. Il correspond bien aux principes politiques des conservateurs.

En fait, les conservateurs sont partisans du laissez-faire. Ils préfèrent éviter d'intervenir, car ils ont favorisé la création d'une situation qui se révèle avantageuse pour certains groupes d'intérêts. Ils ne veulent surtout pas que l'on fasse quoi que ce

soit qui risque d'entraîner la moindre conséquence pour l'économie. Ils veulent que les forces du marché jouent librement, quels qu'en soient les résultats. Ensuite, comme certains éléments de la population en retireront des avantages, ils espèrent que les moins bien nantis en bénéficieront à leur tour, suivis enfin des défavorisés. Voilà en quoi consiste la politique conservatrice, madame la Présidente, et ce budget en témoigne avec éloquence. On y propose la non-gestion, ce qui sert les desseins des groupes d'intérêts.

Je voudrais expliquer davantage les arguments que je viens de donner. On ne semble pas vouloir faire grand-chose au sujet des retombées prévues de l'accord Mulroney-Reagan de libre-échange. Tout d'abord, il y a la pauvreté. J'ai dit qu'on ne fait rien pour enrayer la pauvreté. Être pauvre au Canada signifie ne pas avoir pleinement accès à l'habitation, à l'enseignement et à la formation, ainsi qu'aux garderies, aux services juridiques, aux facilités de crédit et aux soins médicaux. Parmi les Canadiens pauvres, on retrouve tous les assistés sociaux, presque tous ceux qui touchent le salaire minimum, la majorité des personnes âgées et sans attaches ainsi que des familles monoparentales dont le chef est une femme. Ce groupe de personnes se trouve sous le seuil de la pauvreté. Ils sont pauvres. Ils subsistent avec des revenus inférieurs de quelques centaines, voire même des milliers de dollars en deçà du seuil de la pauvreté. En présentant ce budget, le gouvernement actuel s'est abstenu de s'attaquer à ce problème fondamental et systémique. La pauvreté s'est aggravée depuis sept ans.

• (1150)

Ces chiffres proviennent de données qui nous ont été fournies et d'études qu'ont effectuées le Conseil national du bien-être ici à Ottawa et le Conseil canadien de développement social. Ces statistiques sont alarmantes. Néanmoins aucun député tory de l'arrière plan ni aucun ministre ne s'en indignent ou ne s'en inquiètent. Tout le monde peut consulter ces chiffres, mais ils ne sont nullement disposés à les présenter, à les étudier et à formuler ensuite des propositions sur les mesures à prendre.

Ces chiffres révèlent qu'en 1986, environ 3,7 millions de Canadiens se trouvaient en deçà du seuil de la pauvreté. Il s'agit de 14,9 p. 100 ou presque 15 p. 100 de tous les Canadiens. Plus de 34 p. 100 des particuliers sans attaches étaient pauvres l'an dernier. Plus d'un million d'enfants âgés de moins de 16 ans vivaient dans le dénuement. Près de 57 p. 100 des Canadiens pauvres étaient des femmes, tandis que les femmes constituent 51 p. 100 de la population. Plus de la moitié des familles monoparentales dont le chef est une femme sont pauvres. Le risque de la pauvreté se situe à un sur sept pour tous les Canadiens, à un sur huit pour les familles, à un sur trois pour les particuliers sans attaches et à un sur deux pour les familles monoparentales dont le chef est une femme.

Enfin, le nombre de Canadiens vivant sous le seuil de la pauvreté est passé de 3 475 000 en 1980 à 4 214 000 en 1984, mais il a fléchi depuis lors. Toutefois, les chiffres de 1986 sont plus élevés que ceux de 1980. Nous n'avons accompli aucun progrès pour régler cette question très grave de la pauvreté endémique. Le budget ne s'attaque pas à ce problème.